

Autriche

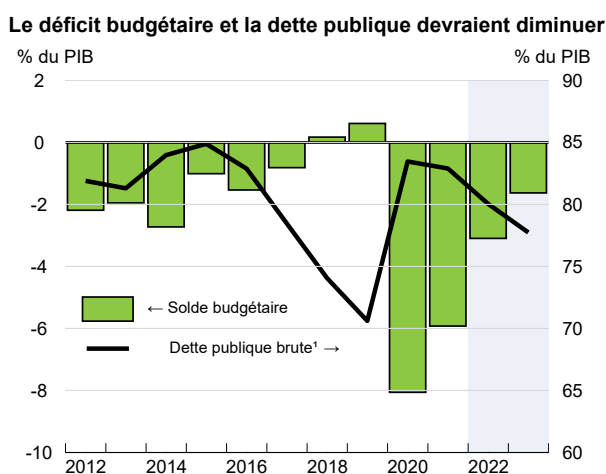
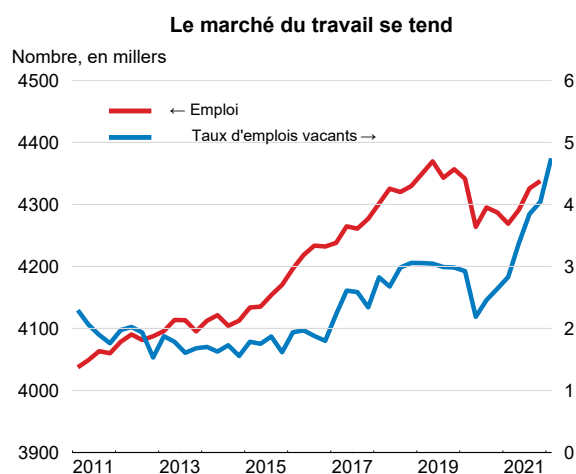
Le PIB autrichien devrait augmenter de 3.6 % en 2022 et de 1.4 % en 2023, sachant cependant que l'invasion russe de l'Ukraine a dégradé ces perspectives de croissance. Le marché du travail se resserre, compte tenu du dynamisme de la croissance de l'emploi et de l'augmentation des emplois vacants. La consommation privée devrait être le principal moteur de l'expansion économique. Le degré élevé d'incertitude, la hausse des prix de l'énergie, les pénuries de main-d'œuvre et les perturbations des chaînes d'approvisionnement freinent la croissance des exportations et de l'investissement des entreprises. L'inflation globale devrait bondir à 6.7 % en 2022, avant de ralentir légèrement en 2023.

La politique budgétaire devrait se durcir progressivement au cours de la période considérée, sous l'effet du démantèlement des dispositifs de soutien mis en place pendant la pandémie. Le gouvernement a adopté des mesures d'aide pour atténuer les conséquences de la montée des prix de l'énergie sur les ménages et les entreprises, et devrait les cibler afin de ne pas affaiblir les signaux de prix et de limiter leur coût budgétaire. La réforme fiscale éco-sociale est une initiative bienvenue pour verdir l'économie, mais des mesures complémentaires seront nécessaires pour progresser vers la neutralité carbone d'ici à 2040 et améliorer la sécurité énergétique.

L'inflation est élevée et continue d'augmenter

L'activité économique a rebondi vigoureusement au premier trimestre de 2022. Le marché du travail s'est pleinement remis des effets de la pandémie et soutient la forte croissance de la consommation privée. L'inflation mesurée par les prix à la consommation atteint des niveaux que l'on n'avait pas observés depuis septembre 1975. Initialement tirée par les prix de l'énergie, elle est maintenant relativement généralisée. Quant à la hausse des prix à la production, elle s'établit à son plus haut niveau depuis le milieu des années 1970, et devrait accentuer encore les tensions à la hausse exercées sur les prix à la consommation au cours de l'année 2022.

Autriche



1. Définition de Maastricht.

Source : Office statistique autrichien (Statistik Austria) ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/n297it>

Autriche : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche						
PIB aux prix du marché*	385.4	1.5	-6.8	4.6	3.6	1.4
Consommation privée	200.1	0.7	-8.4	3.2	4.0	1.1
Consommation publique	74.5	1.5	-0.4	6.8	-1.2	0.6
Formation brute de capital fixe	92.7	4.8	-4.9	4.0	4.2	2.0
Demande intérieure finale	367.3	1.9	-5.9	4.2	3.0	1.2
Variation des stocks ¹	6.0	-1.2	0.1	0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	373.3	0.6	-5.8	4.5	2.9	1.2
Exportations de biens et services	214.3	3.3	-11.5	13.3	8.5	4.4
Importations de biens et services	202.2	1.8	-9.4	13.8	7.4	4.1
Exportations nettes ¹	12.1	0.9	-1.5	0.1	0.7	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	2.3	1.7	3.5	3.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.5	1.4	2.8	6.7	4.7
IPCH sous-jacent ²	—	1.7	2.0	2.3	3.6	3.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.5	5.4	6.2	5.2	5.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	8.5	14.4	11.8	7.4	6.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.6	-8.1	-5.9	-3.1	-1.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	93.5	112.3	106.4	103.5	101.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	70.6	83.5	82.9	80.0	77.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.1	1.9	-0.5	-0.3	-0.9

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/lq7e61>

L'Autriche est fortement dépendante des importations de gaz russe, qui représentaient 80 % de sa consommation de gaz avant l'invasion de l'Ukraine. En revanche, seuls 8 % environ des importations autrichiennes de pétrole brut provenaient de Russie, et ils ont déjà été remplacés dans une large mesure par des achats effectués auprès d'autres sources d'approvisionnement. Les autres liens commerciaux avec la Russie, notamment en matière de tourisme, sont relativement faibles. L'Autriche se caractérise par un des encours de prêts bancaires accordés à la Russie les plus élevés de l'Union européenne (UE). Cependant, ce risque est gérable pour le secteur bancaire autrichien, car ces prêts ne représentent que 4 % environ de l'encours total des crédits consentis à des étrangers. Les réfugiés ukrainiens continuent d'arriver en Autriche, et leur nombre s'établissait aux alentours de 70 000 en mai. Ils bénéficient d'une égalité d'accès au marché du travail. Les autorités ont adopté un plan de soutien aux réfugiés d'un montant avoisinant 0.12 % du PIB.

La politique budgétaire va se durcir

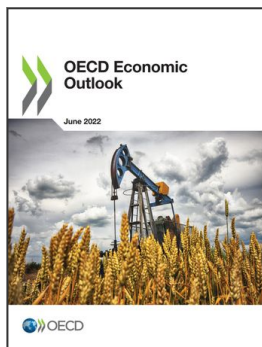
Le déficit budgétaire primaire devrait être résorbé en 2022 et céder la place à un excédent en 2024, principalement grâce au démantèlement des dispositifs de soutien mis en place pendant la pandémie. Alors que l'orientation globale de la politique budgétaire se durcit, les subventions reçues au titre de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience soutiendront l'investissement public à hauteur de 0.8 % du PIB environ au total jusqu'en 2026. Les autorités ont également adopté de nouvelles mesures discrétionnaires pour atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie, représentant au total 0.8 % du PIB en 2022 et 0.2 % du PIB en 2023. Ce train de mesures inclut également la constitution d'une réserve stratégique nationale de gaz. En outre, la réforme fiscale éco-sociale – qui combine différentes mesures, dont une augmentation progressive des prix du carbone et un allègement des impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les sociétés – sera mise en œuvre à compter de juillet 2022.

Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions sont élevés

L'expansion économique se poursuivra grâce à la croissance vigoureuse de la consommation privée. Le niveau élevé des prix de l'énergie et les goulets d'étranglement de l'offre imputables à l'invasion russe de l'Ukraine ainsi qu'aux sanctions qui en ont résulté pèseront sur l'investissement des entreprises et les exportations. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée freinent la croissance dans de nombreux secteurs. L'inflation globale devrait se hisser à 6.7 % en 2022 et ne refluer que modestement en 2023, l'embargo de l'UE sur le pétrole russe maintenant les cours de cet hydrocarbure à un niveau élevé. Les négociations salariales, qui s'appuient généralement sur le taux d'inflation mesuré au cours des 12 derniers mois, pourraient accentuer les tensions sur les prix en 2022 et 2023. Les salaires réels baisseront en 2022, mais la forte progression des salaires en 2023 contribuera à la stabilisation des revenus disponibles réels. Les projections de croissance sont entourées de risques considérables à la baisse. Une résurgence de la pandémie, accompagnée de nouvelles mesures sanitaires entravant l'activité dans le secteur des services, compromettrait la croissance en 2022. D'éventuelles perturbations des approvisionnements en gaz auraient de graves répercussions sur l'activité économique, les importations de gaz russe ne pouvant être remplacées à court terme.

Renforcer les énergies renouvelables pour améliorer la sécurité énergétique et mieux mobiliser le réservoir de main-d'œuvre constituent des priorités essentielles

Les pouvoirs publics devraient s'employer à diversifier davantage les approvisionnements en gaz et à exploiter pleinement le potentiel national en matière d'énergies renouvelables. Cela complèterait les efforts déployés récemment pour créer une installation de stockage de gaz et contribuerait à compenser au moins en partie les effets préjudiciables d'un éventuel arrêt brutal des importations de gaz. Les pénuries de main-d'œuvre et de compétences entravent la croissance. L'Autriche doit parvenir à mieux mobiliser son réservoir de main-d'œuvre pour y remédier. Les autorités devraient en priorité intensifier les efforts déployés pour promouvoir l'emploi féminin, par exemple en améliorant l'accessibilité et la qualité des services d'accueil des jeunes enfants dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, renforcer les incitations des seniors à rester dans la population active, tout en leur garantissant de bonnes conditions de travail, permettrait d'accroître l'offre de main-d'œuvre qualifiée.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/696302cc-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.